

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18204 - 71ÈME ANNÉE

La plus grave crise sociale de l'histoire de La Réunion

178.820 Réunionnais inscrits à Pôle emploi

Pôle emploi a diffusé hier les chiffres du chômage de juin 2015. Ils montrent une brutale accélération de la hausse. En un mois, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de plus de 2.200 travailleurs. Fin juin 2015, 178.820 Réunionnais étaient inscrits à Pôle emploi. En France, le chômage a augmenté dans des proportions moins importantes qu'à La Réunion. Voici le communiqué de Pôle emploi, avec des inter-titres de Témoignages.

Demands d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Données CVS	juin 2014	mai 2015	juin 2015	Variation sur un mois	Variation sur un an
Réunion					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	135 210	135 600	137 040	1,1%	1,4%
Catégories B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite)	20 230	22 170	22 560	1,8%	11,5%
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	155 440	157 770	159 600	1,2%	2,7%
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	3 540	3 780	3 910	3,4%	10,5%
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)*	13 510	15 110	15 310	1,3%	13,3%
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	172 490	176 660	178 820	1,2%	3,7%
<i>Pour mémoire :</i>					
<i>Unités : niveaux en milliers, variations et parts en %</i>					
France entière (CVS-CJO)					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	3 655,0	3 811,2	3 817,0	0,2%	4,4%
Catégories B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite)*	1 681,7	1 906,7	1 886,0	-1,1%	12,1%
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	5 336,7	5 717,9	5 703,0	-0,3%	6,9%
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	6 038,9	6 398,9	6 409,9	0,2%	6,1%

Source : STMT - Pôle emploi / SEE, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Réunion / SESE, Dares.

137.040 demandeurs d'emploi de catégorie A

Fin juin 2015, 137.040 Réunionnais sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A (en recherche active disponible et sans emploi), soit une hausse de 1,1 % par rapport au mois précédent. Sur un an, leur nombre augmente de 1,4 %.

En France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie

A est en hausse de 0,2 % par rapport à la fin mai 2015. En un an, les effectifs des demandeurs d'emploi ont augmenté de 4,4 %.

159.600 demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C

Fin juin 2015, les demandeurs d'em-

ploi réunionnais de catégorie A, B, C (en recherche active, avec ou sans activité) inscrits à Pôle Emploi sont 159.600, soit une augmentation de 1,2 % par rapport au mois précédent. Sur un an, leur nombre augmente de 2,7 %.

En France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, C est en baisse de 0,3 % par rapport à la fin mai 2015 (+ 6,9 % en un an).

19.220 demandeurs d'emploi de catégorie D et E

Les demandeurs d'emploi de catégorie D et E sont 19.220 fin juin 2015 à La Réunion, soit une baisse de 1,7 % au cours de ce mois.

Hausse du chômage des jeunes

Fin juin 2015, à La Réunion, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente chez les hommes (+ 1 %) comme chez les femmes (+ 1,1 %). Sur un an, la demande d'emploi des hommes augmente moins vite que celle des femmes avec respectivement + 0,6 % et + 2,1 %.

Les effectifs sont en hausse quelle que soit la tranche d'âge considérée. La demande de catégorie A augmente de 0,9 % chez les jeunes de moins de 25 ans, ainsi que pour les demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans. En glissement annuel, les effectifs des jeunes diminuent de 4,1 %. Les effectifs des seniors affichent une hausse de 1,6 %, soit une aug-

mentation de 10,5 % en glissement annuel.

88.590 Réunionnais au chômage de longue durée

Fin juin 2015, 88.590 Réunionnais sont inscrits à Pôle Emploi en catégorie A, B, C depuis un an ou plus, soit une hausse mensuelle de 1 %. Sur un an, les effectifs augmentent de 0,6 %.

En France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an, en catégorie A, B, C augmente de 0,6 % au cours de ce mois et de 10,4 % sur un an.

Les entrées et sorties de Pôle emploi

En juin 2015, 12 030 demandeurs d'emploi réunionnais se sont inscrits à Pôle Emploi en catégorie A, B, C, soit 2 500 inscriptions de plus qu'en mai. Sur les trois derniers mois, leur nombre augmente (3,2 %) par rapport aux trois mois précédents.

Les inscriptions pour motif « Fins de contrat à durée déterminée » et de « premières entrées » représentent respectivement 22,7 % et 11,2 % de l'ensemble des entrées.

Parallèlement, 9 870 demandeurs d'emploi sont sortis des fichiers de Pôle Emploi, soit 1 200 demandeurs de plus qu'en mai. Les sorties pour motif de « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation » représentent plus de la moitié des sorties enregistrées, celles pour « reprises d'emploi déclarées » près d'un cinquième.

Les offres collectées par Pôle emploi

En juin 2015, Pôle Emploi a collecté 2 810 offres d'emploi à La Réunion. Sur les trois derniers mois, cette collecte est en hausse (1,6 %). On observe, pendant cette période, une augmentation du nombre d'offres d'emplois durables (5,8 %). En variation annuelle, l'ensemble des offres d'emploi diminue de 3,8 %.

Trois jours après l'annonce d'un prix minimal garanti aux éleveurs français

Les éleveurs allemands dénoncent la préférence nationale au lait français en France

Pour les producteurs allemands, le discours de Paris ne passe pas. Ils estiment que des mesures anti-concurrentielles ne sont pas une solution. Ils ont écrit hier à la Commission européenne pour qu'elle prenne position.

Trois jours après la signature d'un accord entre le ministre de l'Agriculture, les représentants des éleveurs et de l'industrie agro-alimentaire, le mouvement des agriculteurs a continué hier. Des éleveurs se sont improvisés douaniers, et ont fait eux-mêmes le contrôle des cargaisons des camions qui passaient la frontière en venant d'Allemagne.

Cette remise en cause de la libre circulation des hommes et des marchandises n'a pas manqué d'être dénoncée par les voisins des Français. Leur mécontentement ne se limite pas à au blocage des camions à une frontière intérieure de l'Union européenne.

La MIV, organisation de producteurs

laitiers allemand, a écrit hier à la Commission européenne pour dénoncer plusieurs mesures de l'accord signé vendredi à Paris.

En Allemagne, les éleveurs sont eux aussi confrontés à la même crise de surproduction. Ils comprennent donc les difficultés de leurs homologues français, mais ils s'opposent à ce qu'ils considèrent comme un appel au boycott des produits allemands.

En effet, les éleveurs ont obtenu un prix garanti du lait à 34 centimes par litre. Cette revalorisation du coût du lait fabriqué en France s'est accompagné d'un appel à privilégier l'achat de lait français plutôt que d'importer, quitte à faire payer la facture par les consommateurs.

Pour les éleveurs allemands de la

MIV, cette préférence nationale pour le lait français en France est contraire aux règles européennes de la libre-concurrence et du marché unique. Ils demandent donc à Bruxelles de tirer au clair cette situation : « autant nous comprenons le courroux des agriculteurs au vu des prix trop bas, autant des mesures anti-concurrentielles ne peuvent pas constituer le remède », précise le communiqué.

Le 7 septembre prochain se tiendra un Conseil européen des ministres de l'Agriculture sur le thème de l'élevage. Force est de constater que les mesures prises par la France sont déjà contestées. Réussiront-elles à être maintenues après cette rencontre au sommet ?

Edito

Le gouvernement doit sauver les agriculteurs, en France et à La Réunion

La coupe a déjà commencé. L'avenir des planteurs de cannes revient au-devant avec l'actualité agricole en France. Le gouvernement serait bien inspiré de lier les demandes lors du prochain Conseil des ministres de l'Agriculture des 28, car les représentants des 28 pays de l'Union européenne ne vont pas se réunir à chaque demande française.

Le monde agricole manifeste en France. Malgré l'intervention du Premier ministre, de son ministre de l'Agriculture, le Président de la République a pris la parole 2 fois afin de contenir la colère des paysans et producteurs. Jusqu'à une certaine époque, le gouvernement pouvait s'assurer la complicité de la FNSEA qui arrivait canaliser le mécontentement. Cette fois la situation touche à la survie des agriculteurs et influence les prochaines élections locales. Les élus locaux sont à « portée de gifles » comme ils le disent souvent.

En effet, les producteurs laitiers sont confrontés à la fin des quotas. Le prix de référence est celui du marché et les agriculteurs constatent qu'ils ne pourront pas tenir avec 310 euros les 1000 litres de lait. Les manifestations ont permis de dégager un accord sur un nouveau prix de 34 centimes le litre, soit 3 centimes de plus. Pour cela, il faudra l'accord de Bruxelles.

C'est le moment pour la filière canne-sucre de s'engouffrer dans la brèche. Les chiffres sont

connus et le Président de la République s'est engagé à consulter les instances sur sa mise en œuvre. Il laisse entendre que la France est, de son côté, déjà d'accord. Puisqu'il va demander une dérogation sur le lait, qu'il profite donc de l'opportunité pour la canne. Il n'aura pas à attendre la fin de cette année pour interpeler l'Europe. Gagnons du temps. Ce sera bénéfique pour tous.

Le PCR, ses élus et ses alliés, ont suffisamment attiré l'attention de l'opinion sur la disparition des quotas et des prix garantis en 2017. Certaines personnes pensent que l'on pourrait sauver la situation en faisant des remembrements pour réduire les coûts de production et améliorer le rendement. Dans ce cas, ce sera la mort de la moitié des planteurs. C'est exactement l'angoisse que vivent les producteurs de lait. Le gouvernement socialiste doit agir de manière résolue et concertée. Il doit sauver les agriculteurs, en France et à La Réunion.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

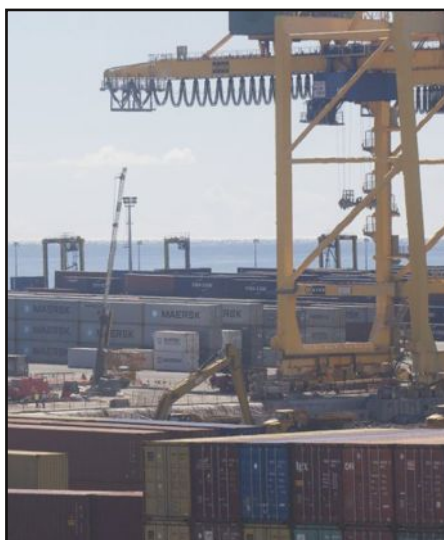
Chute des importations de clinker, hausse de celles de charbon, de pétrole et de véhicules

Plus de 16.000 véhicules importés alimenteront le coma circulatoire

Les statistiques du trafic à Port-Réunion au cours du premier semestre 2015 sont riches d'enseignements. Elles soulignent les conséquences économiques de décisions politiques désastreuses pour la population.

Port Réunion a présenté hier ses statistiques du premier semestre 2015. Des comparaisons sont faites en fonction des données du premier semestre 2014. Dans l'ensemble, le trafic progresse de 7 % et dépasse les 2,3 millions de tonnes. À noter une forte croissance du transbordement de containers. Avec près de 13.000 EVP, cela représente plus de 10 % des 122.000 EVP manutentionnés entre janvier et juin 2015 au Port-Est.

Au-delà de ces données, plusieurs variations suscitent l'inquiétude. La première est la chute de 18 % des importations de clinker, qui n'est pas compensée par une hausse équivalente des importations de ciment. Le clinker est un composant du ciment. Si le besoin diminue de manière aussi importante, alors ce n'est pas un bon signe pour l'activité du BTP. C'est la confirmation de la tendance observée dans le bilan économique de l'INSEE, avec la baisse du chiffre d'affaires dans tous les secteurs du Bâtiment et des travaux publics, que peine à masquer les 200 millions dépensés pour faire péniblement avancer le projet de route en mer.



Port Réunion note aussi une progression de 33 % des importations de fioul lourd, et de 15 % du gazole. Le premier sert notamment à faire fonctionner les centrales thermiques qui produisent de l'électricité. Le second est brûlé dans les moteurs des camions et des automobiles. Quant au charbon, les importations ont aussi augmenté de 3 %. C'est donc la confirmation que l'utilisation des énergies fossiles continuent à croître à La

Réunion. Ces marchandises sont polluantes, elles contribuent à l'aggravation du réchauffement climatique et leur prix n'est pas fixé par les Réunionnais.

Enfin, Port Réunion annonce qu'en 6 mois, 16.827 véhicules ont été débarqués à La Réunion. C'est un nombre effarant, en hausse de 21 % par rapport à la même période de l'année précédente. Ces 16.827 véhicules vont être déversés sur les routes réunionnaises, où ils vont contribuer à rendre les déplacements chaque jour plus longs et difficiles.

Les données de Port-Réunion confirme donc l'impasse dans laquelle La Réunion ne cesse de s'enfoncer depuis que des décisions stratégiques ont été prises : arrêt du chantier du tram-train, abandon du projet Perben de route du littoral et de l'objectif d'autonomie énergétique pour 2025. Les grands gagnants de ces décisions sont les groupes étrangers qui trouvent à La Réunion un marché captif, avec une population condamnée à acheter au prix fort des produits importés.

Le communiqué de Port Réunion

« Le tonnage cumulé ayant transité via les installations de Port Réunion à fin juin 2015 est en progression de 7 %, avec un total de 2 320 000 tonnes (données non définitives) par rapport aux chiffres du premier semestre 2014. Ce bon score confirme jusqu'ici l'amorce de reprise constatée l'an dernier.

La plupart des secteurs sont en progression, à l'exception des vracs solides qui sont en repli global de 3 %. Sont principalement concernés par ce repli, le clinker qui affiche une baisse de -18 % à 99 000 tonnes, le gypse, absent sur

la période, mais aussi le sucre avec -22 % pour 56 200 tonnes, en raison d'un retard des exportations. Les autres composantes du secteur des vracs solides affichent de belles évolutions avec +34 % pour les céramiques, soit 114 700 tonnes, +10 % pour le ciment à 39 150 tonnes et +3 % pour le charbon à 404 230 tonnes.

Les vracs liquides augmentent de 17 %, tirés par les importations de fioul lourd, qui croissent de +33 % sur la période à 91 920 tonnes, et de gazole avec +15 % pour 232 770 tonnes.

Les marchandises diverses (conteneurs, roulier et conventionnel) sont en hausse de 9 % à 1 120 000 tonnes. Le trafic roulier ressort en augmentation de +21 %, avec 16 827 véhicules comptabilisés. Les conteneurs progressent de 9 % en tonnage à 1 070 000 tonnes et de 7 % en nombre avec 122 000 EVP manutentionnés. Il est à noter que le transbordement de conteneurs avec près de 13 000 EVP et 135 % de croissance, enregistre la plus forte progression de ce secteur. »

Saint-Denis

Journal d'un usager à l'usage du public (1)

1, 2, 3
 Zourit anlèr pyédbwa
 4, 5, 6
 La tonm si son koksiss
 7, 8, 9
 La tèt bèl konm do zèf
 10, 11, 12
 Li mérit in vantouz
 13, 14, 15
 La pa bon fé lo sinz
 16, 17, 18
 Kan ou lé in zourit
 19, 20
 In zour ta krèv an syin.

Qui pourrait croire qu'à Saint-Denis les alizés se parfument 'gaiement' à l'oxyde de carbone ? C'est pourtant ce qui arriva en novembre 2000, durant une semaine, quand l'association "Art de la rue", lança dans la Préfecture l'opération « Car Loubadia ». Et, bien sûr, cela défia l'entendement. Il vous est peut-être arrivé d'en avoir lu un compte-rendu dans la presse, un de ces entrefilets succincts, fades, presque assommants qui ravale tout à la simple chronique, comme si rien de ce monde ne pouvait relever de l'essentiel ? En tout cas rien ne fut dit de ce qui se passa sur le terrain, en événement comme en émotion. Personne n'a dit la vérité au sujet de cette semaine. Moi, je peux le dire : je prenais ce car quatre fois par jour. Pour voir grand-mère en centre ville qui a totalement perdu la tête. « Grabataire », ont dit les médecins. Moi, je n'en sais rien, tout ce que je sais c'est qu'elle me parle de personnes qui n'existent plus, qu'elle engueule grand-père qu'on n'a pas vu depuis la dernière guerre. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ?

Le car Loubadia empruntait la ligne du bus numéro 9, celui qui fait l'aller-retour du mail du Chaudron à la Mairie de Saint-Denis. En voici le compte-rendu du lundi au dimanche, exact, circonstancié, mais partiel et limité à ma personne.

Lundi 20 novembre: Saint Edmond: Pour la première fois, sans m'en douter, je suis monté dans le Car Loudadia.

« Ka loubadia » veut dire en créole : « cafouillage », il a aussi un sens culinaire et désigne alors une sauce obtenue par mélange, il s'agit d'une mixture. Le problème c'est qu'il est difficile, pour ne pas dire impossible de rendre compte de ce qui ressort



de tout ce qui est instable, mêlé et enchevêtré.

En rentrant dans le car, je n'ai pas fait attention à l'environnement, mais l'atmosphère m'a semblé 'différente', comme l'est le dimanche par rapport à la semaine. Quelque chose de l'ordre de la qualité des bruits et qui se déchiffre dans le reflet de la lumière. Enfin, c'est très suggestif.

C'est en revenant au Chaudron que j'ai senti cela. D'abord, un type m'a tendu la main. Je lisais le journal - grand-mère m'avait passablement fatigué avec ses lunettes de soleil qu'elle cherchait partout, qu'elle avait mises dans le four, jusqu'à ce qu'on se rende compte que ça sentait le cramé. J'ai serré donc la main de l'inconnu machinalement. Et puis un truc m'a trotté dans la tête, le regard baissé sur le papier imprimé qui parlait d'un pays à l'autre bout du monde (la Frans, je crois). Je me répétais : « Le type qui m'a serré la main est sans jambes, mais il est debout... Donc, le type qui m'a serré la main est sans jambes, et pourtant il est debout... » Cette rengaine me donnait le tournis. C'est en levant la tête que je vis un type suspendu au plafond. Il avait les jambes croisées derrière le dos, ses talons bloqués derrière les oreilles, comme un chien qui se gratte le cou, et était suspendu à la barre plafonnière par les pieds comme un acrobate. Il regardait la rue d'un air d'ennui.

C'est là que je me suis dit qu'il y avait quelque chose qui ne tournait

pas rond.

Incrédule, j'ai entendu ensuite : « LAISSEZ PASSER MONSIEUR LE PRÉSIDENT ! LAISSEZ PASSER MONSIEUR LE PRÉSIDENT !... » Je m'écartai en toute hâte, comme mes voisins ; un chien me passa entre les jambes, il avait une écharpe tricolore autour du cou... Il était poursuivi par une ribambelle de personnes qui tenaient une coupe de champagne: « Vive Monsieur le Président-en-ent ! » reprenaient-ils en chœur. On m'a dit plus tard qu'ils avaient fini par saouler le chien et que celui-ci s'était mis à miauler. Mais j'étais descendu avant. Un autre m'a dit qu'ils commémoraient la Fête du Chien (« Tu sais bien, l'année du Chien en Chine ! »), bref, qu'ils fêtaient le clébard pour son côté 'miraculeux' : en créole, on dit : « la ké de sien i brand, i tonb pa », ce qui veut dire : la queue du chien bouge, mais ne tombe pas... Au figuré : il ne faut pas se fier à ce qu'on voit (car ce qu'on voit est proprement incroyable...). « Voilà pourquoi ils ont trempé la queue du chien dans le champagne », finit l'habitué de la ligne. Tout s'expliquait. Mais c'était quand même incroyable.

(Suite au numéro de vendredi...)

Jean-Charles Angrand

Oté

Fo touzour wayaz si kart didantité Papa Momon !

Sominn proshinn zé dé zil i komanss, lo novyinm zé dé zil Loséan Indyin. Sanm pou mwinn na pwinn ryin pou rodir la d'si, d'si lorganizasyon konpétisyon, d'si la fèt léspor, d'si bann sanpion médayè, tousala. Tout zil Loséan Indyin lé roprézanté, sé pou di si sé in gran lévénman pou nou vik i fé nout kaz, vik sé nou ki rosua. Dopli 1979, trwazyinm fwa i fé nout kaz. Néna Sésèl, néna Moris, néna Madégaskar, Komor, Mayot, Maldiv é pi la Rényon. Donkalar nou néna intérétt mèt lo p'ti pla dan lo gran. Kan mi di i mank arpa d'moun, ké tout lé anparmi, pa sir, pou désértin, k'navé lidé fé la fèt èk "lo Mahavéli" dék i gingn in méday, fodra rovni in ot zour.

Zot i koné kosa i lé "lo Mahavéli"? Pou désértin sa i roprézant lo drapo la Rényon, pou zot sé lo drapo rézyonal la Rényon. Kisa i di drapo la Rényon ? Koman la désid sa ? Kisa la désid sa ? Ki i roprézant ki, ni koné pa, mé konm mi di la bon o, sé ryink pou désértin. Pou sak mi koné, néna kat, sink kominn la donn son lakor pou sa, mé la pa konsil domoun pou sa. La pa domann nout lavi. Poukoué, zordi, lo komité organizatèr i rofiz lo drapo ? I rofiz sèt la solman ousinonsa i vé pa ditou okin drapo pou la Rényon. Néna in takon késtyon otour.

Koué i zinn ? Si i zinn ? Poitan tout zil nora son syinn. Pou lo drapo ousinonsa kont lo drapo ? Sirtou lo bann moun la fé la byin di "ni fé pa la révolisyon èk sa", nou vé pa ranplas lo drapo fransé par in ot, nou vé pa ranplas lo drapo éropéin, a nout manière, ni vé zis inprim nout didantité. Toudinkou i pran dan mon lidé, si i vé pa sé parské a sak fwa ni vé fé war nout didantité, souvan-dé fwa i kal a nou, ansouvyin a zot pou nout maloya. Banna i provwa kni pé pa wayaz tousèl, fo touzour wayaz si kart didantité papa momon.

Justin

"Armète o ron !" – in zour, in kozman

Na in bonpé l'éspor i fé dann in ron. Lékèl ? Par égzanp in ronnn batay kok, sansa in ronnn moring, sansa ankor in ronnn toupivy... sé pou sa k'i di : "Mète o ron !". "Ar" sansa "ro" sé in prefiks : sa i mark in l'aksyon k'I ronouvèl. Kansa sa l'épas ? Sa l'épas kan inn an pami lo dé z'advèrsèr lé pa kontan avèk lo rézilta, sansa kan na in match nil. L'èrla l di : "Ni armète o ron !". Sa l vé dir l rozoué la parti pou oir kisa la gingné pou vréman. Mi pans toulmoun la konpri é sir lo z'antrofète, mi fèrm mon také é ni rotrov plé tar.